

LA REVUE D'ACTUALITÉS DE



L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

DANS CE NUMÉRO

LES RÉDACTRICES DE LA REVUE p.1

ZONE AFRIQUE DU NORD / MOYEN ORIENT p.3

ZONE EUROPE p.7

ZONE AFRIQUE p.12

POINT FOCUS ASIE p.15

ZONE ASIE / PACIFIQUE p.19

ZONE AMÉRIQUES p.22

AVANT-PROPOS



L'actualité de ces derniers mois est riche. Dans ce nouveau numéro, vous trouverez **une sélection non exhaustive des faits marquants** survenus dans les camps à travers le monde depuis janvier 2022 **à partir de la documentation publique à laquelle nous avons accès.**

Ce numéro explore plus que d'habitude la **diversité des situations observées** en termes d'encampement dans toutes les zones géographiques étudiées à l'O-CR. Il montre **un panorama des questions que cela pose** en termes de conditions et de capacité d'accueil, de gestion et de **bonne gouvernance** des camps, des **alternatives** d'hébergement des exilé-e-s et des **dynamiques positives** constatées entre les populations locales et les populations migrantes.

Enfin, le **Point Focus de ce mois-ci** est dédié à un sujet sur lequel vous avez déjà pu lire beaucoup d'informations ici : celui des réfugiés birmans. La rubrique vous apporte les éléments de contexte nécessaires à la compréhension de l'actualité.

Bonne lecture !

Marjorie MENSAH, Responsable éditoriale



LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



En novembre 2022, grâce au succès des numéros précédents, la revue d'actualités s'est agrandie. L'équipe de la Revue d'actualités vous accueille !



Agathe NATIJ - Zone Asie/Pacifique

Diplômée de Sciences Po Grenoble et d'un master 2 Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire obtenu à l'Université Paris-Saclay, elle travaille depuis plus de quatre ans comme officière de protection instructrice à l'OFPRA.

Fatima Azzahra SENOUSI - Zone Afrique du Nord /Moyen Orient (ANMO)

Étudiante en L3 LLCER Moyen-Orient/Maghreb Arabe littéral, parcours Relations Internationales à l'INALCO (Paris 13)



Marion FRELAT - Zone ANMO & Responsable adjointe

Diplômée du master de politique comparée Moyen-Orient, Méditerranée, Amérique Latine de Sciences Po Aix et lauréate de l'Institut de l'Engagement, elle est chargée de recherche au Centre de Données Socio-Politiques de Sciences Po et prépare un projet de thèse en sociologie des migrations.

Anjali CLAES - Zone Amériques

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenue, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.



Emma COLIN - Zone Amériques

Diplômée d'une Licence en Droit français - Droit espagnol de l'Université de Nanterre et d'un Master en Coopération internationale & ONG de l'Université Sorbonne Paris Nord.

LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Yusra LAQBAQBI - Zone Afrique

Diplômée d'une Licence d'Histoire-science politique à l'Université Lumière Lyon II, elle est étudiante en M1 de politique comparée Afrique Moyen-Orient à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Zélia BRIGGS - Zone Afrique

Diplômée d'une maîtrise en sécurité internationale à Sciences Po Lille. Après être passée par les services de l'Ambassade de France à New York, elle réalise actuellement une année de césure entre le Centre Afrique Subsaharienne de l'IFRI et la Mission de Défense de la France à Luanda, Angola.



Sara TRABI - Zone Afrique

Diplômée d'une Licence d'Anglais et d'une Licence d'Arabe et Relations Internationales, elle est étudiante en Master Études Internationales à l'Université Sorbonne Nouvelle. Elle a travaillé pour le comité UNICEF de Paris, la Fondation Intisar à Beyrouth, et travaille actuellement à l'iReMMO à Paris.

Camille B. - Zone Europe

Diplômée de Masters de Sciences Po Bordeaux et de Paris 1, elle travaille actuellement comme humanitaire en ONG, essentiellement au Moyen-Orient.



Alix GEOFFROY - Zone Europe

Engagée auprès des exilé-e-s depuis 2018 à Paris, elle a coordonné des projets de soutien matériel, d'hébergement solidaire, d'accès à l'information et aux droits, principalement dans les campements informels, et mené des activités de plaidoyer en faveur d'un meilleur accueil des personnes exilées.

Marjorie MENSAH- Responsable éditoriale

Depuis 2017, elle développe une expertise autour des questions de mobilité humaine et d'égalité des genres grâce à ses expériences académiques, associatives et professionnelles. Diplômée de Sciences Po Bordeaux (France) et de l'Université du Rosario (Colombie) en coopération internationale, lauréate de l'Institut de l'Engagement, elle rejoint l'Observatoire des Camps de Réfugiés en novembre 2021 pour lancer la première revue d'actualités de l'O-CR.



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 29/12/2022

De fortes pluies inondent les camps de réfugié-e-s syriens à Idlib

Syrie. L'agence de presse turque Anadolu rapporte que des pluies torrentielles ont frappé le nord du pays, du côté d'Idlib, provoquant ainsi l'inondation de milliers de tentes dans les camps de déplacé-e-s.

Selon Muhammad Al-Hallaj, directeur des coordinateurs de la réponse civile dans le nord de la Syrie, 23 camps de réfugié-e-s de la région ont été inondés et les biens de 1000 familles ont été endommagés. Il appelle une fois de plus les organisations humanitaires à leur fournir une assistance au plus vite.



PLUS D'INFOS ICI

« De fortes pluies inondent les camps de réfugié.e.s syriens à Idlib », publié le 29/12/2022 sur Middle East Monitor (site d'information arabo-américain)

| 24/01/2023

La France opère au rapatriement de 15 femmes et 32 enfants des camps de prisonniers djihadiste en Syrie

Syrie. 15 femmes et 32 enfants qui étaient détenu-e-s à Roj, camp sous administration kurde au nord-est de la Syrie, ont été rapatrié-e-s par la France le 24 janvier 2023. Plusieurs femmes ont été mises en examen pour association de malfaiteurs terroriste et criminelle, financement du terrorisme et soustraction d'un parent à ses obligations

légales. Cette intervention succède à la condamnation de la France par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pour ne pas avoir rapatrié toutes les femmes et enfants français des camps de Syrie.

Cette troisième opération de rapatriement confirme l'abandon de la tendance française du rapatriement au "cas par cas", politique largement critiquée par les pays européens, car elle consistait à ramener des enfants sur le sol national sans leurs mères.



PLUS D'INFOS ICI

« La France a rapatrié 15 femmes et 32 enfants des camps de prisonniers djihadistes en Syrie », publié le 24/01/2023 par le *Nouvel Obs*, (magazine d'actualités hebdomadaire français)

| 27/01/2023

Récit d'un assaut israélien meurtrier dans le camp de réfugiés de Jénine, le plus sanglant depuis vingt ans en Cisjordanie

Palestine/Israël. Jeudi 16 janvier, le camp de réfugié-e-s de Jénine, situé au nord de la Cisjordanie, a subi l'assaut de l'armée israélienne le plus violent depuis deux décennies, dont le bilan s'élève à 9 morts et au moins 20 blessé-e-s. Ce niveau de violence n'avait pas été atteint depuis 2002, pendant la seconde Intifada, au cours de laquelle le camp avait été détruit.

Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

Cet assaut a lieu dans un contexte d'accélération de la répression israélienne en Cisjordanie depuis 2022, que les forces israéliennes justifient par la présence de militants du Jihad islamique dans le camp. En effet, des familles proches du Fatah et de l'Autorité palestinienne dont les enfants suivent les pas du Jihad Islamique vivent dans ce camp. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a annoncé la rupture des accords de coopération sécuritaire avec Israël.



PLUS D'INFOS ICI



« Récit d'un assaut israélien meurtrier dans le camp de réfugiés de Jénine, le plus sanglant depuis vingt ans en Cisjordanie », publié le 27/01/2023 par Le Monde (média d'actualités français)

| 05/02/2023

La neige vient s'ajouter à la douleur des réfugié-e-s syrien-ne-s au Liban

Liban. Une vague de neige et de pluie a frappé le nord du Liban, aggravant ainsi les conditions de vie des réfugié-e-s syrien-ne-s vivant dans les tentes. Ceci est le cas d'environ 80 000 Syrien-ne-s qui vivent dans les camps de réfugié-e-s de la ville d'Arsal, dans le nord du Liban. 40 000 autres vivent dans la périphérie de la ville. Abu Mohamed, réfugié syrien de la région, déclare : "Tou-te-s les réfugié-e-s souffrent d'un froid intense en raison de l'absence de tout moyen de chauffage. Nous ne trouvons rien d'autre pour nous réchauffer que de brûler nos vêtements."



PLUS D'INFOS ICI



« La neige vient s'ajouter à la douleur des réfugié-e-s syrien-ne-s au Liban », publié le 05/02/2023 par Middle East Monitor (site d'information arabo-américain)

| 08/02/2023

Cérémonie de la remise régionale du prix Nansen du HCR aux volontaires réfugié-e-s de la Brigade Anti-Feux du camp de Mbera

Mauritanie. Environ 200 réfugié-e-s malien-ne-s vivant dans le camp de réfugié-e-s de Mbera, situé à l'extrême sud-est de la Mauritanie, se sont organisé-e-s depuis 2018 pour combattre les feux de brousse. Ces feux menacent la vie des résidents du camp, les ressources vitales et la préservation de l'environnement local, particulièrement vulnérable aux effets de la sécheresse. Leur initiative a été désignée lauréate régionale pour l'Afrique du prix Nansen 2022, distinction remise chaque année par le HCR à des personnes, des groupes et des organisations qui manifestent un engagement particulier pour la protection des réfugié-e-s, des déplacé-e-s et des apatrides. La cérémonie, qui s'est tenue le 8 février 2023 à Nouakchott, a été l'occasion de rappeler les engagements de la Brigade et d'ouvrir le dialogue entre les représentant-e-s du HCR, coordinateur & coordinatrices du camp et représentant-e-s de la Brigade sur la politique d'accueil de la Mauritanie.



PLUS D'INFOS ICI



« Communiqué de presse : La Brigade Anti-feu du camp de Mbera en Mauritanie célébrée lors de la cérémonie régionale de la distinction Nansen du HCR pour les réfugiés à Nouakchott. », publié le 08/02/2023 par UNHCR Data (portail opérationnel sur la situation des réfugié-e-s de l'UNHCR)

| 08/02/2023

Le Maroc dénonce la situation dans les camps de Tindouf au Conseil des droits de l'homme

Maroc/Algérie. Lors de la 52ème session du Conseil des droits de l'homme tenue à Genève, le ministre marocain de la Justice, Abdellatif Wehbe, a dénoncé les conditions déplorables auxquelles sont soumis-e-s les Marocain-e-s dans les camps de Tindouf (Algérie).

Il déclare : « [Ces personnes] subissent des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et la pratique de toutes les formes de torture, de viols, de trafic d'êtres humains et de recrutement d'enfants ». L'Observatoire sahraoui des médias et des droits de l'Homme soutient cette initiative marocaine et déplore la passivité du gouvernement algérien. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a demandé l'ouverture d'une enquête indépendante sur les cas d'exécutions extrajudiciaires mentionnés.

| 08/02/2023

Séisme en Syrie : "Les tentes se sont écroulées et des enfants sont morts", témoignage des réfugié-e-s dans la région d'Idlib

Syrie. Déjà très impactée par la guerre civile, la région syrienne d'Idlib accueillant de nombreux camps de réfugié-e-s a fortement été touchée par les tremblements de terre du 6 février, qui ont violemment frappé la Turquie et la Syrie.

A titre d'exemple, dans le camp de réfugié-e-s de Sarmada à la frontière turco-syrienne, des tentes se sont écroulées, des enfants y sont morts, et la situation humanitaire est de plus en plus précaire. Ces événements n'ont fait qu'accentuer l'urgence humanitaire que connaît la Syrie. De plus, les réfugié-e-s et déplacé-e-s résidant dans les camps vivent toujours sous la menace de nouveaux séismes. Au 28 février 2023, le bilan humain s'élevait à 5951 morts en Syrie et 44 374 en Turquie.



PLUS D'INFOS ICI



« Le Maroc dénonce la situation dans les camps de Tindouf au Conseil des droits de l'homme », publié le 01/03/2023 par Atalayar (magazine scientifique hispanique)



PLUS D'INFOS ICI



« Séisme en Syrie : "Les tentes se sont écroulées et des enfants sont morts", témoignage des réfugiés dans la région d'Idlib », publié le 08/02/2023 par France Info (site d'informations en continu français)

| 08/02/2023

Liban: accalmie dans un camp de réfugié-e-s à la suite d'affrontements violents

Liban. Des affrontements violents entre hommes armés du Fatah (parti politique nationaliste palestinien) et du groupe Asbat al-Ansar (groupe armé islamiste djihadiste palestinien) ont éclaté dans le camp de Ain al-Hilweh, le plus grand camp de réfugié-e-s palestinien-e-s du pays. Le bilan humain s'élèverait à un mort et sept blessé-e-s.

Le lendemain, les écoles de l'UNRWA présentes à l'intérieur du camp ont été fermées pour protéger les élèves. Ces affrontements font suite à la publication d'un rapport du site web américain "The Media Line", qui stipule que la Russie recrute des mercenaires palestinien-e-s dans le camp d'Aïn al-Helweh pour les déployer sur les lignes de front en Ukraine. Ghassan Ayoub, un responsable de la sécurité palestinienne à Ain al-Hilweh, a nié tout lien entre ces affrontements et le rapport américain lorsqu'il a été interrogé par Arab News.



PLUS D'INFOS ICI



« Liban: Accalmie dans un camp de réfugié-e-s à la suite d'affrontements violents », publié le 03/03/2023 par Arab News (média saoudien en ligne)




Zone Europe

| 18/01/2023

À Lesbos, la course des migrant-e-s vers le camp de Mavrovouni, havre de sécurité à l'abri des refoulements

Grèce. La stricte politique de contrôle aux frontières, l'accélération des procédures d'asile et des transferts vers le continent ont entraîné le désengorgement de l'île de Lesbos, auparavant caractérisée par ses camps surpeuplés. En 2022, seul-e-s 2 740 migrant-e-s sont arrivé-e-s à Lesbos, contre 27 000 en 2019, selon des chiffres du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugié-e-s (HCR). Le camp temporaire de Mavrovouni, très loin des modalités catastrophiques de Moria, accueille 1 800 personnes dans de bonnes conditions, et représente la sécurité d'un premier lieu d'accueil européen.

Mais encore faut-il l'atteindre : "Entre janvier 2020 et juin 2022, le HCR a recueilli des preuves sérieuses concernant 690 cas de refoulements illégaux aux frontières terrestres et maritimes en Grèce", déclare Theodoros Alexellis, responsable des relations extérieures pour le HCR à Lesbos. Dès leur arrivée sur l'île, les migrant-e-s n'ont donc pas d'autre choix que de se cacher et d'appeler les ONG humanitaires à leur secours, pour éviter d'être poursuivi-e-s par les forces de l'ordre.

“ ENTRE JANVIER 2020 ET JUIN 2022, LE HCR A RECUEILLI DES PREUVES SÉRIEUSES CONCERNANT 690 CAS DE REFOULEMENTS ILLÉGAUX AUX FRONTIÈRES TERRESTRES ET MARITIMES EN GRÈCE. ”

Theodoros Alexellis, responsable des relations extérieures pour le HCR à Lesbos



PLUS D'INFOS ICI



« A Lesbos, la course des migrants vers le camp de Mavrovouni, havre de sécurité à l'abri des pushbacks », article publié le 18/01/2023 par InfoMigrants (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 16/02/2023

Après la perte de leur logement, des réfugié-e-s retournent vivre dans des camps

Grèce. En décembre dernier, le gouvernement grec a commencé à clôturer un programme d'aide d'urgence à l'intégration et au logement, financé par le HCR et l'Union Européenne. En conséquence, 500 personnes en demande d'asile ont été contraintes de quitter leurs appartements, d'après le Ministère grec des Migrations. Une partie d'entre elles sont retournées dans des camps, souvent dans des conditions difficiles : ruptures de scolarité pour les enfants, difficulté d'accès aux services du camp, etc. Pour Christina Svana, avocate en droits des migrant-e-s, la fin du programme s'inscrit dans une politique de dissuasion des personnes en demande d'asile : "Depuis que le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir en 2019, nous avons assisté à un déclin spectaculaire des avantages ou des droits accordés aux réfugiés. Des centres fermés ont été érigés sur les îles et des camps entourés de murs et sous surveillance permanente ont été construits sur le continent." Selon l'avocate, l'État grec est déterminé à maintenir les réfugiés à l'écart du reste de la société.

“

DEPUIS QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT EST ARRIVÉ AU POUVOIR EN 2019, NOUS AVONS ASSISTÉ À UN DÉCLIN SPECTACULAIRE DES AVANTAGES OU DES DROITS ACCORDÉS AUX RÉFUGIÉS. DES CENTRES FERMÉS ONT ÉTÉ ÉRIGÉS SUR LES ÎLES ET DES CAMPS ENTOURÉS DE MURS ET SOUS SURVEILLANCE PERMANENTE ONT ÉTÉ CONSTRUITS SUR LE CONTINENT

”

Christina Svana, avocate en droits des migrant-e-s



[PLUS D'INFOS ICI](#)



« Grèce : après la perte de leur logement, des réfugiés retournent vivre dans des camps » article publié le 16/02/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

[PLUS D'INFOS ICI](#)



« En Irlande, des centres saturés ferment leurs portes aux nouveaux arrivants » article publié le 20/01/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 20/01/2023

Des centres saturés ferment leurs portes aux nouveaux et nouvelles arrivant-e-s

Irlande. Depuis la guerre en Ukraine, la gestion des centres étatiques se complique en Irlande, et de nombreuses personnes en demande d'asile se retrouvent sans abri. Le Citywest Transit Hub - d'une capacité d'accueil de plus de 58 000 personnes - l'un des principaux sas d'accueil des migrant-e-s en Irlande, va ainsi fermer ses portes aux nouveaux et nouvelles arrivant-e-s. C'est la troisième fois que cette situation se produit dans les derniers mois. Les ONG reprochent au gouvernement d'avoir été uniquement dans une gestion d'urgence depuis le début de la guerre et de n'avoir pas mis en place une politique d'accueil stable et durable.

| 05/01/2023

Le pays double ses places d'hébergement en un an

Luxembourg. Le pays compte désormais 7 367 lits en centres d'accueil dédiés au public exilé : ses capacités d'accueil ont plus que triplé depuis fin 2014, et surtout, elles ont doublé entre janvier 2022. Ces progrès constituent, avant tout, une réponse à la crise ukrainienne, puisque sur les 7 200 exilé-e-s arrivé-e-s en 2022, près de 5 000 viennent d'Ukraine. Certains responsables associatifs encouragent l'hébergement citoyen : dans les deux premiers mois de la crise ukrainienne, un millier de ressortissant-e-s avaient été logé-e-s dans des familles d'accueil luxembourgeoises. Partout, le taux d'occupation des centres est très élevé, malgré les augmentations successives des capacités d'accueil.

Par conséquent, les autorités prévoient encore de transformer certains espaces en accueils d'urgence. Ce sera le cas par exemple d'un centre d'exposition, qui sera disponible avec une capacité maximale de 350 lits de camp sous tentes, comme l'a indiqué le gouvernement.



PLUS D'INFOS ICI



« Le Luxembourg double ses places d'hébergement en un an » article publié le 05/01/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 16/02/2023

Gérald Darmanin confirme la création d'un centre de rétention administrative en Loire-Atlantique

France. Déjà annoncée en octobre, la création d'un CRA en Loire-Atlantique a été confirmée en février par le ministre de l'Intérieur. "Il faut un centre de rétention administrative car aujourd'hui soit il est à Rennes, soit à Bordeaux. Ce qui fait beaucoup de trajets évidemment pour les policiers. Pendant qu'ils sont à Bordeaux ou à Rennes en accompagnant ces étrangers, ils ne sont pas sur la voie publique à Nantes" a-t-il annoncé. Il a été demandé aux préfets de trouver un lieu, afin de débiter la construction. Mais la Mairie de Nantes s'y oppose, ainsi que les associations, et notamment la Cimade : "Il s'agit d'une obsession du chiffre au détriment des droits des personnes étrangères. Nous demandons la fermeture de tous ces centres ou locaux de rétention. Nous demandons à ce que la politique migratoire soit complètement revue. Dans le sens de l'accueil et non dans le sens de l'expulsion et de l'éloignement des personnes", indique l'une de ses représentantes, Riwanon Quéré.

PLUS D'INFOS ICI



« Gérald Darmanin confirme la création d'un centre de rétention administrative en Loire-Atlantique » article publié le 16/02/2023 par *France Info* (média public d'information française)

| 08/02/2023

La Cimade se retire des centres de rétention administrative du Mesnil-Amelot

France. Dans un contexte de recrudescence des violences, la Cimade a décidé le 2 février 2023 du retrait de ses équipes dans les CRA du Mesnil-Amelot jusqu'à nouvel ordre. L'association fait part d'un climat "aboutissant à l'impossibilité manifeste pour [ses] intervenant-e-s d'assurer leur mission d'aide à l'exercice des droits", malgré des alertes répétées adressées aux responsables des centres et aux ministères. Elle déplore notamment des expulsions illégales de personnes ayant pourtant déposé une demande d'asile, le placement en rétention de personnes victimes de violences conjugales, en situation régulière ou de Français, et l'enfermement de personnes présentant d'importantes vulnérabilités du fait de problèmes de santé, y compris psychiatriques, dans des conditions portant atteinte à leur dignité.

Elle dénonce aussi l'isolement, soit "l'enfermement dans l'enfermement", censé être exceptionnel et limité dans le temps, pourtant utilisé pour une durée indéterminée, sans accès aux soins ni aux droits. Dans ce contexte, les violences entre personnes retenues et envers elles par les forces policières sont courantes, portant atteinte à leur intégrité physique et psychique. Le communiqué dénonce : "Cette situation explosive est le fruit d'une politique d'enfermement et d'expulsion mise en œuvre au mépris du respect fondamental du droit et de l'humanité".

“ CETTE SITUATION EXPLOSIVE EST LE FRUIT D'UNE POLITIQUE D'ENFERMEMENT ET D'EXPULSION MISE EN ŒUVRE AU MÉPRIS DU RESPECT FONDAMENTAL DU DROIT ET DE L'HUMANITÉ ”

Communiqué de presse de la Cimade



[PLUS D'INFOS ICI](#)

« La Cimade se retire du CRA du Mesnil-Amelot » communiqué de presse publié le 08/02/2023 par la Cimade (association de soutien juridique aux personnes étrangères)

Migrant-e-s à Rennes : les associations dépassées alertent sur une situation explosive

France. Entre le 7 novembre et le 21 février, une centaine de personnes exilées ont vécu sous des tentes installées dans le gymnase Constant Véron de Rennes. Certaines d'entre elles étaient en demande d'asile, d'autres déboutées. Auparavant, le gymnase de la Poterie, le parc des Hautes-Ourmes, puis des écoles pour quelques familles, ont aussi été transformés en lieux d'hébergement improvisés. Inadaptés, ces lieux sont difficiles à vivre pour les personnes exilées qui souffrent de la promiscuité, de l'insalubrité et de la fatigue qu'elles entraînent. Peu de temps avant l'évacuation du lieu, décidée par la préfecture, les associations ont alerté sur une situation devenue invivable et ingérable. L'évacuation a redirigé les personnes en demande d'asile vers les structures dédiées du Dispositif National d'Accueil, tandis que les personnes déboutées ont été orientées vers le 115.



[PLUS D'INFOS ICI](#)

« Migrants à Rennes. Les associations dépassées alertent sur une situation explosive » article publié le 13/02/2023 par France Info (média public d'information française)

| 11/02/2023

Une manifestation d'extrême droite contre des migrant-e-s dégenère

Royaume-Uni. Des troubles ont éclaté près de Liverpool le 11 février, après que plusieurs centaines de manifestant-e-s d'extrême droite ont protesté contre la présence des personnes en demande d'asile hébergées par le ministère de l'Intérieur dans un hôtel depuis janvier 2022. Après une mobilisation initialement pacifique, *"des projectiles ont été lancés vers des policiers et un de nos véhicules de police a été endommagé"* par des personnes *"qui voulaient seulement causer violence et intimidation"*, a indiqué la police locale dans un communiqué. De leur côté, des associations de défense des droits des migrant-e-s avaient organisé une contre-manifestation en soutien aux réfugié-e-s. "J'ai eu peur. Nous sommes venus au Royaume-Uni pour la sécurité", a témoigné auprès de l'agence PA Ahmed, un demandeur d'asile de 34 ans hébergé dans l'hôtel. "Les gens pleuraient", a décrit un autre demandeur d'asile. Dans un communiqué transmis à l'AFP, Clare Moseley, présidente de l'association d'aide aux migrants Care4Calais, a estimé que "la rhétorique de haine et de division de nos politiques est en train de détruire notre société et nos valeurs britanniques"



PLUS D'INFOS ICI



« En Angleterre, cette manifestation d'extrême droite contre des migrants a dégenéré », article publié le 11/02/2023 par le *Huffpost* avec l'AFP (média d'information français, agence de presse internationale, française)



Zone Afrique

| 02/02/2023

Des réfugié-e-s partagent une audience aux côtés du Pape François à Kinshasa

République Démocratique du Congo. Une délégation de sept déplacé-e-s internes soutenue par le HCR a partagé une audience aux côtés du Pape François à Kinshasa, le 1 février 2023. Cette rencontre fait suite à l'annulation d'une visite prévue dans un camp de réfugié-e-s près de la ville de Goma où le Pape devait se rendre pour un échange avec les populations victimes de violences, suivie d'une messe solennelle. L'Est de la RDC présentant un risque sécuritaire trop élevé, l'échange a finalement été reporté à Kinshasa. Après l'écoute de plusieurs témoignages des membres de la délégation venus de différents endroits du pays, le Pape a dénoncé la présence des forces armées, occupant les villages, massacrant les civil-e-s et participant à diviser l'Est congolais. Le souverain pontife a également appelé les gouvernements belligérants ainsi que la communauté internationale à intensifier leurs efforts pour ramener la paix dans le pays et la sous-région tout en incitant les bailleurs de fonds à poursuivre le financement de la réponse humanitaire pour les populations les plus vulnérables.



PLUS D'INFOS ICI

« HCR : des réfugiés reçus par le pape plaident pour la paix », publié le 02/02/2023 sur ADIAC (Agence d'information d'Afrique Centrale).

| 06/02/2023

Le retour de 2 000 réfugié-e-s au Nigéria pris en charge depuis le Cameroun

Cameroun. Depuis 2021, 3800 déplacé-e-s nigérian-e-s sont rentré-e-s dans leur pays d'origine au départ du camp de Minawao, situé à l'extrême Nord du Cameroun. En février 2023, 2000 nouveaux réfugié-e-s ont été pris en charge pour retourner dans leur pays d'origine, via la ville de Banki, dans l'Etat de Borno au Nigéria. Rendu possible par un accord tripartite signé entre le Cameroun, le Nigéria et le HCR, ce mouvement de population est un des rapatriements les plus importants de réfugié-e-s nigériens depuis 2021. A cette occasion, le conseiller spécial du gouverneur de Borno, Lawan Abba Wakilbe s'est rendu au Cameroun pour superviser et sécuriser le déplacement du groupe, escorté par l'armée nigérienne. Depuis l'accord tripartite et en addition de leur prise en charge sur le territoire, les ressortissant-e-s nigérian-e-s peuvent suivre des formations. ayant pour objet de les aider à travailler au développement de leurs communautés une fois de retour. Ces dernières sont dispensées par des partenaires du HCR tels que Play International.



PLUS D'INFOS ICI

« 2000 réfugiés nigériens quittent le Cameroun mais la majorité reste », publié le 06/02/2023 sur VOA News (Service de diffusion internationale par radio et télévision du gouvernement américain)

| 26/01/2023

L'histoire d'un boulanger congolais, réfugié au camp de Nyakanda à l'est du Burundi

Burundi. Le 26 janvier, la plateforme d'actualité de l'UNHCR met en lumière le parcours de Cadet Kavugwa, réfugié congolais, installé dans le camp de réfugié-e-s de Nyakanda au Burundi depuis 2019. Comme beaucoup d'autres réfugié-e-s, Cadet Kavugwa a dû faire preuve d'ingéniosité pour pallier la situation de précarité et de dépendance, notamment économique, que vivent les réfugié-e-s et les déplacé-e-s dans les camps. En mettant à profit son savoir-faire de boulanger, l'article met en avant la possible autonomisation des réfugié-e-s au sein des camps. Le HCR érige le modèle de Cadet Kavugwa comme exemple de cette autonomisation qui est soutenue par les aides financières apportées par le HCR aux activités génératrices de revenus, considéré bénéfique au réfugié lui-même et à l'environnement qui les entourent. Cet article s'inscrit dans un contexte plus général d'appel au don du HCR pour pallier la précarité dans les camps.

“

« NOUS AVONS BESOIN D'UN SOUTIEN ÉTENDU POUR PERMETTRE À TOUTES CES FAMILLES DE SE RECONSTRUIRE DURABLEMENT. CELA PASSE NOTAMMENT PAR UN ACCÈS AUX SERVICES DE BASE TELS QUE L'ÉCOLE POUR LES ENFANTS. IL EST ÉGALEMENT CAPITAL D'ASSURER UN PLUS GRAND ACCÈS À DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES »

”

Kelly T. Clements, Haut-commissaire adjointe des Nations unies lors de sa visite au Burundi en octobre 2022



PLUS D'INFOS ICI



« La quête d'autonomie d'un boulanger congolais réfugié au Burundi » publié le 14/02/2023 sur *UNHCR News*, plateforme d'information de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés

| 14/02/2023

Des feux dans la province du Darfour causent la mort de deux enfants et le déplacement d'au moins 700 soudanais-e-s

Soudan. Les 9, 11, 12 et 14 février 2023, plusieurs feux se sont déclenchés dans la province du Darfour au Soudan. Les premiers se sont déclenchés dans le village de Ghebishat situé au nord de la ville d'El Fasher, capitale de la province du Darfour. Selon les équipes de l'OIM sur place, le feu n'a pas épargné les maisons et les récoltes agricoles des habitant-e-s, entraînant le déplacement de 20 à 25 foyers dans le village de Ghebishat. Le 11/02, un feu se déclenche dans la ville d'El Fasher, détruisant totalement deux maisons et partiellement neuf autres. Le lendemain, un feu se déclenche dans le village d'Hijer Tingo, dans le sud Darfour. Cette fois-ci le feu est plus destructeur, réduisant en cendres 55 maisons et détruisant partiellement 25 autres habitations. Des récoltes et du bétail ont également été perdus, entraînant ainsi le déplacement de 80 foyers. Ces feux se sont largement répandus dans la province, et le 14/02, alors qu'un large feu se déclenche dans le village d'El Mashrot, situé près de la ville d'El Laeit au nord-est du Darfour, et détruisant 22 maisons, deux enfants âgés de cinq et neuf ans perdent la vie.



PLUS D'INFOS ICI

« **Specialist investigation team sent as two children die in mysterious North Darfur fires** », publié le 14/02/2023 sur *Radio Dabanga* (magazine d'information sur le Soudan en ligne)

« **Sudan: Displacement Tracking Matrix** », publié le 16/02/2023 sur *Relief Web*, portail d'informations humanitaires de l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)

| 01/02/2023

Point sur les déplacements internes au Mali

Mali. Les déplacements de population s'intensifient au Mali. Dans un contexte d'insécurité croissante, de plus en plus de personnes fuient leur village vers les grandes villes suite aux menaces de groupes armés. Au sud du pays, le HCR rapporte près de 3700 déplacé-e-s de N'tilit vers la ville de Gao, suite aux menaces de l'Etat Islamique. Majoritairement des femmes et enfants maliens et Burkinabé-e-s, ils sont actuellement sans abris ni vivres. Au sud-ouest, les habitant-e-s du village d'Acharane ont été contraints de se réfugier à Tombouctou suite aux menaces du groupe terroriste GNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans). Au centre, des habitant-e-s de la région de Ségou se sont réfugié-e-s en Mauritanie suite à une opération menée par l'armée malienne et ses alliés russes. Cette intensification des déplacements a lieu dans un contexte déjà difficile, où le Mali accueille un nombre croissant de réfugié-e-s des pays voisins et où l'aide humanitaire reste

primordiale mais insuffisante, tant pour prodiguer les besoins de première nécessité (l'eau potable et des habitations sont impactés par les effets du changement climatique dans la région), qu'en terme d'éducation des enfants. En réponse à ces enjeux, l'Etat malien a annoncé un plan humanitaire à hauteur de 751 millions de dollars pour assister les personnes affectées par les conflits et chocs climatiques dans le pays.



PLUS D'INFOS ICI

« **Mali : nouveaux déplacement de population** », publié le 26/01/2023 par *RFI* (média français d'information sur l'actualité mondiale)

« **A Faladié, les déplacés tentent de survivre** », publié le 01/02/2023 par *DW* (plateforme d'information internationale allemande)

| 03/02/2023

Augmentation du nombre de réfugié-e-s burkinabé-e-s en Côte d'Ivoire

Burkina Faso/ Côte d'Ivoire. Environ 8700 réfugié-e-s burkinabé-e-s sont arrivé-e-s dans les régions de Kong, Téhini et Ouangolodougou situées au Nord et Nord-est de la Côte d'Ivoire. Les autorités ivoiriennes annoncent dans leur communiqué la volonté de mettre en place des dispositifs d'accueil et d'assistance humanitaire comprenant des moyens de « surveillance des zones nord de la Côte d'Ivoire » (région frontalière au Burkina Faso), des systèmes d'identification, et l'aménagement de sites et d'hébergements. Le nombre de réfugié-e-s burkinabé-e-s n'a cessé de croître depuis

Zone Afrique

l'arrivée de la menace terroriste dans le pays. Selon l'article de l'Anadolu Agency, près de 35 000 réfugié-e-s burkinabé-e-s sont présents en Côte d'Ivoire, au Niger ou au Bénin. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) annonce que près de 100 burkinabé-e-s franchissent quotidiennement la frontière ivoirienne, provoquant un exode rural massif.



PLUS D'INFOS ICI



« Insécurité au Burkina : 8700 réfugiés arrivés en Côte d'Ivoire », publié 03/02/2023 par Anadolu Agency (agence de presse du gouvernement turc)

Zone Asie / Pacifique

POINT FOCUS

La Birmanie, un pays qui a connu des exodes multiples



Constituée d'une centaine de groupes ethniques, la Birmanie est dirigée par une junte militaire depuis les années 1950. Depuis son indépendance de la Grande-Bretagne en 1948, des conflits ont opposé son gouvernement à une variété de groupes politiques ou ethniques pour deux raisons principales : la recherche d'une démocratisation et de davantage de transparence ; la satisfaction de revendications d'ordre ethnique et communautaire. Ces violences répétées ont causé de **nombreux déplacements de populations**, dont **trois sont notables** : ceux de l'**ethnie karen**, ceux de la **minorité rohingya**, et les exodes qui ont suivi le **coup d'Etat de 2021**, déplacements sur lesquels nous allons nous concentrer.


POINT FOCUS
BIRMANIE

L'intérêt de s'intéresser à ces trois axes est de comprendre le contexte qui a pu occasionner les **situations d'encampement à l'intérieur et à l'extérieur du pays** que l'on observe toujours aujourd'hui. En 2022, le HCR a enregistré un total de **1,2 millions de réfugiés birmans**.

1
**GUÉRILLA ET DÉPARTS DE LA
MINORITÉ KAREN DEPUIS
L'INDÉPENDANCE**

Les Karens sont un ensemble hétérogène de groupes tibéto-birmans qui constitue la seconde minorité ethnique de Birmanie après les Shans, l'ethnie bamar représentant la majorité de la population du pays (70%). Une grande partie des Karens sont de confession bouddhiste theravada, mais environ 15% sont chrétiens. 90% d'entre eux vivent en Birmanie, et 10% en Thaïlande. Durant la phase d'autonomisation de la Birmanie dans les années 1940, les Karens ont sollicité la création d'un Etat autonome aux Britanniques, puis aux premiers dirigeants du Myanmar, sans succès jusqu'à la veille de l'indépendance en 1948, où la Birmanie reconnaît un Etat Karenni.

En 1947 a été fondée l'Union nationale karen (KNU), qui a dans un premier temps revendiqué la création d'un Etat karen indépendant, puis simplement plus d'autonomie. Dans les décennies suivantes, le KNU a mené une lutte armée contre le gouvernement birman. A partir de 1984, les combats ont poussé **environ**

200 000 Karens à se réfugier en Thaïlande, où **neuf camps** existent aujourd'hui le long de la frontière birmano-thaïlandaise. On compte également **environ 2 millions de Karens déplacé-e-s internes**. A partir de 2006, des milliers de personnes habitant les camps thaïlandais ont pu être **réinstallées** dans des pays tiers, notamment aux Etats-Unis.

2
**LES DÉPLACEMENTS MASSIFS DE LA
MINORITÉ ROHINGYA**
2. Les déplacements massifs de la minorité rohingya

Les Rohingyas sont un groupe ethnique de religion musulmane originaire de la région d'Arakan (nommée Rakhine depuis les années 1990) en Birmanie. Rohingyas signifie « habitants du Rohang » (nom de la région d'Arakan en bengali). S'il n'y a pas de consensus quant à leur période d'arrivée ni leur origine exacte, certaines sources identifient un **premier flux de populations musulmanes** vers cette région dans les années 1430, puis un **second** avec l'arrivée de travailleurs migrants musulmans venus du Bengal pendant la période coloniale britannique (1824-1948). Cette seconde vague a causé des tensions avec la population arakanaise bouddhiste locale, qui n'ont cessé de s'accroître jusqu'à nos jours.

A l'indépendance en 1948, les musulman-e-s d'Arakan n'ont pas été rattaché-e-s au Pakistan, pays à majorité musulmane. Ils/elles sont resté-e-s une minorité dans un nouveau pays pluriethnique : la Birmanie. Des discriminations envers les minorités ethniques, dont les Rohingyas, ont débuté après l'arrivée au pouvoir du dictateur militaire Ne Win en 1962. Dès cette

année-là, des premiers **exodes de Rohingyas** vers le Bangladesh, voisin de l'Etat d'Arakan, ont eu lieu.

En 1982, une loi sur la citoyenneté ne reconnaît pas les Rohingyas comme l'une des 135 « ethnies nationales », les rendant **apatrides**, ce qui les a privé-e-s de nombreux droits. En 1991, de nouvelles **mesures d'expulsion ont causé la fuite d'environ 250 000 Rohingyas** vers le Bangladesh.

Début juin 2012, suite au viol d'une femme arakanaise par trois musulmans à Ramree dans l'Etat d'Arakan, des violences inter-ethniques entre Rohingyas et bouddhistes arakanais-e-s ont éclaté. Les affrontements ont causé des deux côtés la destruction de milliers de maisons, la mort de plus de quatre-vingt personnes, et le **déplacement interne ou vers le Bangladesh de plus de 140 000 Rohingyas**.

En 2015, l'arrivée au pouvoir de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) n'a pas amélioré la situation des Rohingyas, qui ont été des milliers à prendre la mer à bord d'embarcations de fortune pour rejoindre les pays voisins. En 2016 et 2017, des attaques perpétrées par l'Armée rohingya du salut de l'Arakan (ARSA) ont déclenché des représailles qui ont causé la mort de milliers de Rohingyas, et **environ 400 000 se sont exilé-e-s en conséquence**.

membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), dont sa dirigeante Aung San Suu Kyi. Le chef de l'armée, Min Aung Hlaing, a été nommé dirigeant du pays. Il a proclamé l'Etat d'urgence et dissout le parlement.

Le mouvement de désobéissance civile qui a suivi cet événement a été violemment réprimé par les forces armées. Le 16 avril 2021 a été créé un Gouvernement d'unité nationale (NUG), composé de député-e-s qui avaient été élus en 2020 et qui sont aujourd'hui en clandestinité ou en exil. Le 5 mai, cet organe a créé une Force de défense du peuple (PDF), mais cette force n'est pas parvenue à unifier les différents groupes armés qui lui préexistaient. En parallèle, des milices armées se sont formées pour lutter contre l'armée birmane dans de nombreuses parties du pays, ce qui a causé des attaques visant délibérément les civil-e-s dans le but d'affaiblir ces groupes, et le déplacement de **dizaines de milliers de Birman-e-s**.

Au mois de mars 2023, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) estimait **à 1,3 million le nombre de personnes déplacé-e-s** internes depuis le coup d'Etat.

3 LES CONSÉQUENCES DU COUP D'ETAT DE 2021 : DÉPLACEMENTS DE CIVILS ET EXILS POLITIQUES

Le 1er février 2021, prétextant des irrégularités dans les élections générales de 2020, le Tatmadaw (forces armées birmanes) a renversé le gouvernement élu démocratiquement, arrêtant le président Win Myint ainsi que plusieurs



POINT FOCUS

SOURCES

- **AMNESTY INTERNATIONAL**
"Qui sont les Rohingyas ?"
 [Consulté le 07/03/2023]
 (ONG internationale de défense des droits humains)
- **INTERNATIONAL CRISIS GROUP**
"Taking Aim at the Tatmadaw: The New Armed Resistance to Myanmar's Coup"
 [28/06/2021]
 (ONG internationale d'aide à la résolution des conflits)
- **OCHA**
"Myanmar Humanitarian Update No. 27 | 4 March 2023". [04/03/2023]
 (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, diffusé par ReliefWeb, portail d'information humanitaire fondé par les Nations Unies)
- **EKEH, CHIZOM ET SMITH, MARTIN**
"Minorities in Burma". Minority Rights Group. [30/07/2007]
 (ONG internationale de défense des droits des minorités)
- **SOUTH, ASHLEY**
"Burma's Longest War: Anatomy of the Karen Conflict". Tni.org. [28/03/2011]
 (think-tank international spécialisé dans les questions de mondialisation économique)
- **GEOFFROY, ROMAIN**
"Comprendre la crise des Rohingyas en Birmanie". *Le Monde*. [13/09/2017]
- **PHILIP, BRUNO**
"Violences interconfessionnelles dans la province birmane de l'Arakhan". *Le Monde*. [26/10/2012]
 (média français d'information générale)
- **MICHALON, MARTIN**
"Religions, politique et espace(s) : 'la question rohingya' en Birmanie (Myanmar)". *Géoconfluences*. [10/2016]
 (publication scientifique proposant des ressources pour les enseignants en géographie)
- **BAZIN, JUDITH**
"Rohingyas, réfugiés et apatrides". *Plein droit*, 03/2016, n°110, pp. 28-31.
 DOI : 10.3917/pld.110.0028 (revue publiée par l'association GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés))



PLUS D'INFOS ICI

Pour aller plus loin : fiches camps de l'OCR sur la Thaïlande ([Mae La](#), [Mae Ra Ma Luang](#), [Tham Hin](#)), le Bangladesh ([Jadimura](#), [Shamlapur](#), [Unchiprang](#)), la Birmanie ([Ohn Taw Gyi Sud](#)). Des fiches camp sont publiées régulièrement.



| 17/01/2023

Les réfugié-e-s rohingyas victimes d'abus de la part de la police bangladaise

Bangladesh. Le Bataillon de police armée du Bangladesh, responsable de la sécurité des camps rohingyas depuis juillet 2020, commet des actes d'extorsion, d'arrestations arbitraires et de harcèlement envers les résidents des camps de Cox's Bazar. Ces derniers sont aussi victimes de gangs criminels et de groupes armés, d'après un communiqué de l'ONG Human Rights Watch. D'après certain-e-s réfugié-e-s, il existerait une collusion entre le bataillon et ces groupes qui opèrent dans les camps. Human Rights Watch a interviewé plus de 40 réfugié-e-s en octobre et novembre 2022 et a eu accès à des rapports de police afin d'établir son rapport. L'ONG a appelé les autorités bangladaises à enquêter sur ces allégations, et à prendre des mesures afin de mieux protéger les réfugié-e-s.



PLUS D'INFOS ICI

« **Bangladesh: Rampant Police Abuse of Rohingya Refugees** », publié le 17/01/2023 par *Human Rights Watch* (ONG internationale de défense des droits humains)

| 30/12/2022

La crise des réfugié-e-s rohingyas en mer fuyant les conditions difficiles des camps

Asie du Sud-Est. Depuis le début de l'année 2022, plus de 2000 exilé-e-s rohingyas ont pris la mer à bord d'embarcations de fortune pour

tenter de quitter le Bangladesh où ils étaient réfugié-e-s dans des camps après avoir fui des persécutions en Birmanie. En novembre et décembre, quatre embarcations de plus de 480 personnes sont arrivées en Indonésie, et une en Thaïlande. Une autre a été secourue par les autorités sri-lankaises en mer, tandis qu'environ 180 Rohingyas sont présumé-e-s mort-e-s sur un bateau à la dérive, d'après le HCR. Le bilan approcherait des 400 disparu-e-s en mer en 2022, qui serait l'année la plus meurtrière depuis 2014. Dans certains cas, les pays refusent d'accorder la permission d'accoster. Les traversées sont souvent organisées par des passeurs, qui profitent de la vulnérabilité des réfugié-e-s et utilisent des embarcations inadaptées.



PLUS D'INFOS ICI

« **Ce que l'on sait de la crise des réfugiés rohingyas en mer** », publié le 30/12/2022 par *Le Temps* (quotidien généraliste suisse)

| 01/01/2023

Les enfants papou-e-s réfugié-e-s victimes de la faim dans les camps de Papouasie

Indonésie. Entre 60 000 et 100 000 Papou-e-s ont fui leurs villages situés dans des régions où s'affrontent depuis des années l'armée indonésienne et les combattant-e-s de l'Organisation pour une Papouasie Libre (OPM). De nombreux-ses enfants de moins de cinq ans seraient décédé-e-s dans des camps de réfugié-e-s, ou en tentant de rejoindre ces camps. Une étude publiée par le ministère indonésien de la

santé en 2021 révèle que 34,5% et 55,4% des enfants souffrent d'un retard de croissance, dans les régions de Maybrat et de Gunung Bintang, deux des six districts dévastés par le conflit. Il est difficile pour les soignants de se rendre dans ces zones en raison de l'insécurité qui y règne. Le 11 novembre 2022, une trêve a été signée à Genève, mais elle a eu peu d'effet sur le terrain.



PLUS D'INFOS ICI



« Une du jour. Papouasie : les petites victimes d'une trêve de papier », publié le 03/01/2023 par *Courrier International* (hebdomadaire français qui publie des traductions d'articles étrangers), qui traduit un article publié le 01/01/2023 par *Tempo* (hebdomadaire indonésien)

| 19/01/2023

Heurts dans un camp informel de Rohingyas à la frontière banglada-birmane

Bangladesh/Birmanie. Le 18 janvier 2023, des combats entre des membres de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) et des militants de l'Organisation de solidarité des Rohingyas (RSO) ont fait un mort, des blessé-e-s, et impliqué la destruction de centaines d'abris de fortune dans le no man's land entre le Bangladesh et la Birmanie. L'ARSA avait été accusée de trafic de drogue et du meurtre de chefs réfugiés opposés à ses agissements. D'après des témoins, des forces de sécurité bangladaises auraient aidé le RSO à mener son assaut contre l'ARSA.



QUATRE-VINGT POURCENT DES MAISONS, QUI SE COMPTENT PAR CENTAINES, ONT ÉTÉ BRÛLÉES. BEAUCOUP SE SONT RÉFUGIÉS EN BIRMANIE ET BEAUCOUP SE SONT RÉFUGIÉS AU BANGLADESH.



Dil Mohammad, un responsable du camp où ont eu lieu les violences



PLUS D'INFOS ICI



« Un mort dans des heurts d'insurgés rohingyas à la frontière du Bangladesh », publié le 19/01/2023 par *Le Figaro* (quotidien français)

| 06/02/2023

Espoirs et peurs dans les camps des Birman-e-s Chins réfugié-e-s en Inde

Inde. En janvier 2023, 30 400 déplacé-e-s Chins originaires de Birmanie sont entré-e-s en Inde. Des liens se créent entre les exilé-e-s et les villageois indiens locaux dans cette zone frontalière. Cependant, le gouvernement indien craint aujourd'hui que cette vague croissante d'arrivées n'introduise la guerre birmane sur son territoire. En effet, les autorités déplorent une hausse du trafic d'armes, de stupéfiants et de contrefaçon entre les deux pays.

L'article met en avant l'intégration des déplacé-e-s et la solidarité à l'oeuvre dans le village de Vaphai, situé dans l'Etat indien de Mizoram proche de la frontière birmane. Les Mizos tiennent à fournir être une terre d'accueil.



DANS LA CULTURE ET LA TRADITION MIZO,
SOIT NOUS AVONS FAIM ENSEMBLE SOIT
NOUS MANGEONS ENSEMBLE



*James Lalrinchhana,
commissaire de district*

L'article raconte ainsi le parcours de Tial Tin Sung, une femme pasteure ainsi installée dans le village depuis dix-huit mois avec sa famille.



PLUS D'INFOS ICI



« As Chin families flow into Mizoram, a tale of hope & fear in refugee camps near Myanmar border », publié le 06/02/2023 par *The Print* (magazine d'information indien)

| 05/03/2023

Un nouvel incendie a ravagé les camps rohingyas de Cox's Bazar

Bangladesh. Un incendie s'est déclaré le 5 mars dans le camp de réfugié-e-s numéro 11 de Cox's Bazar et s'est propagé à deux autres camps. Plus d'un million de réfugié-e-s rohingyas vivent dans cette ville située à l'extrême sud du Bangladesh, non loin de la frontière birmane. Plus de trois heures ont été nécessaires pour le maîtriser et au moins 12 000 personnes ont perdu leurs abris d'après Mohammed Mizanur Rahman, le chef du Bureau du commissaire aux secours et au retour des réfugiés. Le chef de la police locale, Sheikh Mohammad Ali, a déclaré qu'aucune victime

n'avait été signalée et qu'un homme a été arrêté. Un incendie avait déjà tué plus de 15 personnes en mars 2021, et 222 incendies ont été comptabilisés en 2021 et 2022, dont 60 d'origine criminelle, selon un rapport des autorités bangladaises.



PLUS D'INFOS ICI



« Bangladesh. Un nouvel incendie ravage le plus grand camp de réfugiés du monde », publié le 05/03/2023 par *Courrier International*, qui cite des articles publiés par *The Dhaka Tribune* (quotidien anglophone bangladais), *The Daily Star* (tabloïd britannique) et la *BBC* (média audiovisuel et écrit de service public britannique).




Zone Amériques

| 16/02/2023

Les demandeur-se-s d'asile bloqué-e-s à New York refusent l'hébergement dans un camp humanitaire situé dans une zone isolée de Brooklyn

États-Unis. Depuis avril 2022, la ville de New York a accueilli 44 000 demandeur-se-s d'asile. Ces personnes sont arrivées dans un premier temps en Texas ou en Floride, avant que les gouverneurs de ces états organisent leur départ en bus ou par avion vers des villes dites accueillantes, comme New York. Le taux d'occupation des centres d'hébergement d'urgence de la ville de New York a alors doublé. Pour soutenir ces personnes, la ville a ouvert 82 nouveaux centres et 4 hôtels ont été mis à leur disposition, mais c'était insuffisant. Afin d'y loger des familles, la ville a proposé aux hommes isolés un hébergement situé à Red Hook, zone isolée de Brooklyn. Le camp est situé dans un hangar, avec 1 000 lits collés les uns aux autres, sans intimité. Les délégués des groupes de demandeurs d'asile ont compté 4 toilettes pour les 1 000 habitants prévus. Ces derniers ont refusé d'y aller et depuis le 2 février, date de leur expulsion de l'hôtel, ils ont monté un camp devant un hôtel en centre ville de Manhattan. Le 4 février, la police de New York a démantelé le camp, sans proposer d'autre solution d'hébergement.



PLUS D'INFOS ICI



« **Why New York City's Best Won't Be Enough to Solve the Migrant Crisis** », publié le 04/02/2023 par le *New York Times* (quotidien new-yorkais distribué internationalement)

| 31/01/2023

Dénonciation d'une augmentation des violences ciblées vers les centres d'accueil des migrant-e-s à Tijuana

Mexique. Selon un rapport publié le 31 janvier 2023 par le Washington Office on Latin America (WOLA), ONG experte de la défense des droits en Amérique Latine, les violences contre les centres d'accueil des migrant-e-s à Tijuana augmentent. Historiquement, les 37 centres d'accueil à Tijuana accueillent des personnes pour des séjours courts. Les pensionnaires y restent plus longtemps depuis que les politiques de retour et de fermeture de frontière mises en place par les Etats-Unis sont plus strictes. Les migrant-e-s vivent des violences diverses : fusillades, prises d'otage et menaces d'incendie. Le centre Assabil, seul centre dédié aux migrant-e-s musulman-e-s, a dû fermer ses portes suite à une fusillade et des menaces d'incendie. Les attaques ont été menées par le cartel Jalisco Nueva Generación.



PLUS D'INFOS ICI



« **Los ataques contra los albergues para migrantes en Tijuana crecen, mientras EE.UU devuelve a cientos de migrantes al día** », publié le 31/01/2023 par WOLA, (ONG américaine de veille sur les droits humains en Amérique latine)

| 31/01/2023

6 personnes haïtien-ne-s mort-e-s en campement à la frontière Pérou-Bolivie

Desaguadero, Pérou. Depuis début janvier

Zone Amériques

2023, des militant-e-s péruvien-ne-s bloquent les portes d'entrée et de sortie du pays dans le cadre de leurs manifestations politiques. Par conséquent, des migrant-e-s haïtien-ne-s et vénézuélien-ne-s sont bloqué-e-s à la frontière entre le Pérou et la Bolivie, à Desaguadero. Selon le HCR, 7 personnes haïtiennes sont mortes en attendant de traverser la frontière. Les personnes bloquées sont également touchées par des maladies liées au froid et à la faim, dans cette région à 3 800 mètres d'altitude.



PLUS D'INFOS ICI



« "Es horrible": el paso de migrantes por la frontera Perú-Bolivia en medio de bloqueos », publié le 08/02/2023 par le France 24 (média d'information publique française)

| 16/02/2023

Les gestionnaires des centres ICE contestent des rapports de conditions indignes dans leurs centres de rétention pour les migrant-e-s.

États-Unis. Les entreprises gestionnaires des centres de rétention pour les immigré-e-s aux États-Unis font face aux rapports dénonçant des abus et de la maltraitance dans leurs centres. Les militant-e-s et organisations en faveur des droits humains ont notamment signalé deux centres, l'un au Nouveau Mexique et l'autre dans l'État de Washington. Au Nouveau Mexique, un groupe de défense des droits a décrit des conditions pires que celles dénoncées par le Ministre de l'Intérieur en juin 2022, qui avait alors recommandé la fermeture du centre en question. A Washington, les

militant-e-s et les journalistes témoignent du recours aux gaz inconnus aux effets similaires au gaz lacrymogène pour contrôler les tensions suite à une grève de la faim menée par les retenus. L'entreprise gestionnaire conteste tout, y compris la grève de la faim, mais confirme l'usage d'agents chimiques.



PLUS D'INFOS ICI



« ICE unable to stamp out abuse allegations at detention centers », publié le 16/02/2023 par The Hill (Journal américain privé)

| 14/02/2023

La Présidente du Honduras se rendra très prochainement à la frontière sud des États-Unis afin d'évaluer la situation des mineur-e-s non accompagné-e-s détenu-e-s dans des centres de rétention.

Honduras. Le ministre des Affaires étrangères du Honduras (Eduardo Enrique Reina) a fait une annonce le 13 février 2023. La Présidente du pays (Xiomara Castro) attend que le Département de la Sécurité Nationale des États-Unis lui confirme une date officielle pour qu'elle puisse visiter les centres de rétention dans lesquels sont retenu-e-s les mineur-e-s non accompagné-e-s hondurien-ne-s. Après le lancement de son programme politique d'assistance aux migrant-e-s ("Sistema Integralde Atención al Migrante"), elle souhaite avoir connaissance de la situation de 2 700 enfants retenu-e-s afin d'organiser une nouvelle mise en contact avec leurs parents.

Zone Amériques



PLUS D'INFOS ICI

« Presidenta hondureña irá a frontera de EEUU por caso de menores en albergues », publié le 13/02/2023 par SWI SwissInfo.ch (plateforme d'actualités suisse).

« Crisis migratoria: Xiomara Castro visitará los centros de migrantes en la frontera sur de Estados Unidos | Más de 2.700 niños hondureños retenidos en centros de migrantes en Estados Unidos », publié le 14/02/2023 par Página12 (quotidien argentin publié à Buenos Aires)

« Presidenta hondureña irá a frontera de EEUU por caso de menores en albergues », publié le 14/02/2023 par Noticias Rhode Island (média en ligne américain destiné à un public hispanophone).

femmes) qui se trouvaient à bord de petites embarcations de fortune puis qui ont été arrêté-e-s par les autorités en République Dominicaine en décembre 2022, ont finalement été expulsé-e-s à Cuba le lundi 13 février 2023. Les migrant-e-s ont témoigné qu'ils et elles ont été arrêté-e-s et envoyé-e-s en centre de rétention pour migrant-e-s sous la surveillance de militaires dominicains sans recevoir aucune visite ni explication de la part des autorités. Les gardes-côtes des Etats-Unis avaient d'ailleurs refusé leur débarquement en Floride. Les autorités dominicaines refusent l'entrée des migrant-e-s cubain-e-s sur leur territoire sans visa en leur possession. Plusieurs avocat-e-s dénoncent le non-respect du droit international de la mer et la non protection des migrant-e-s qui devraient être considéré-e-s comme des personnes naufragées.

| 14/02/2023

Expulsion de migrant-e-s naufragé-e-s cubain-e-s vers La Havane par les autorités dominicaines pour non détention de visa.

Les 12 migrant-e-s cubain-ne-s (10 hommes et 2



PLUS D'INFOS ICI

« República Dominicana deporta a 12 balseiros cubanos », publié le 14/02/2023 par Diario Las Américas (quotidien américain publié en Floride à destination d'un public hispanophone)

RETROUVEZ-NOUS SUR

NOS RÉSEAUX SOCIAUX



@obsrefugies

Observatoire des
Camps de Réfugiés

@ObsRefugies

Observatoire des
Camps de Réfugiés

NOTRE SITE INTERNET



Observatoire des Camps de Réfugiés